

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

BANQUES ÉTRANGÈRES : FACTEUR DE STABILISATION OU DE VULNÉRABILITÉ ?



Monica Beuran

Économiste

Fédération
Bancaire Française

Touchées par la crise, les économies des pays de l'Est conservent le soutien des institutions financières internationales et des banques étrangères. Cette constance devrait leur permettre de dépasser le cap de la crise.



Estelle Brack

Économiste Senior

Fédération
Bancaire Française

Le ralentissement économique dans les pays d'Europe centrale et orientale a suscité des réactions alarmistes au plus fort de la panique financière – et encore aujourd'hui – sur leur capacité à poursuivre leur développement. Les institutions financières étrangères, implantées dans ces pays à la faveur de la libéralisation des économies (et sur la recommandation des institutions internationales), ont été accusées d'y avoir propagé la crise, après avoir joué un rôle primordial dans leur développement. Quel rôle le secteur bancaire et l'ouverture aux banques étrangères ont-ils joué dans la crise qui frappe ces pays ?

L'OUVERTURE FINANCIÈRE, UN DES VECTEURS DE PROPAGATION DE LA CRISE

La crise de confiance dans les systèmes bancaires et financiers a provoqué des fuites des capitaux, entraî-

nant ainsi une forte dépréciation des monnaies domestiques, un important déficit de la balance commerciale et un alourdissement de la dette privée libellée en devises. L'assèchement du crédit face à l'ajustement à la baisse des prêts interbancaires internationaux a déstabilisé les marchés financiers et les banques de la région. Le fléchissement des exportations suite à la contraction de la demande mondiale a contribué au creusement du déficit budgétaire, car dans beaucoup de ces pays les recettes fiscales sont fortement dépendantes des exportations. Le ralentissement de la croissance, de la consommation et de l'investissement, et l'augmentation du chômage ont commencé à être visibles à l'automne 2008. Une contraction importante du taux de croissance du PIB a été enregistrée au premier trimestre 2009 en Lettonie et Slovaquie (-11 %), Lituanie (-10,2 %), Slovénie (-6,4 %), Estonie (-6 %) [1]. Quant au taux de chômage, les hausses les plus importantes depuis octobre 2008 et jusqu'au juillet 2009 ont été enregistrées en Estonie (de 7,7 % à 13,3 %), Lettonie (de 9,1 % à 17,4 %) et Lituanie (de 7,2 % à 16,7 %) [2].

[1] Variation en pourcentage t/t-1. Données trimestrielles, désaisonnalisées. Source : Eurostat.

[2] Variation en pourcentage t/t-1. Données mensuelles, désaisonnalisées. Source : Eurostat.

DES DÉSÉQUILIBRES EXTERNÉS PRÉSENTS BIEN AVANT LA CRISE

Dettes publiques importantes (Bulgarie, Russie), réserves en devises insuffisantes (la plupart des ex-Républiques soviétiques), arriérés de paiement de la dette externe (Ukraine) ont caractérisé le début de la transition (années 89-90). La forte hétérogénéité dans la région, entre les pays les plus avancés de la zone (l'Europe centrale, l'Europe du Sud-Est et les Balkans) et les moins avancés (Communauté des États indépendants) persiste. Les différences dans l'impact et l'intensité de la crise lui sont en grande partie dues.

Les réformes mises en place pour transformer les économies planifiées de la région en économies de marché se sont appuyées sur la stabilisation macroéconomique, la libéralisation et la privatisation [3] et le changement institutionnel [4]. Fréquemment, elles ont eu des conséquences négatives, telles qu'une inflation forte (voire hyperinflation), du chômage, des déficits budgétaires. Quant à la réforme du système bancaire, développé jusqu'alors sur le modèle de la mono-banque [5], elle a consisté, au

[3] Le consensus de Washington.

[4] Le consensus post-Washington.

[5] Dans le système mono-bancaire ou "banque unique", il n'existe qu'une seule banque assurant toutes les fonctions bancaires, pour tous.

départ, à séparer les activités des banques centrales de celles des banques commerciales. La restructuration n'a pas été exempte de difficultés, des circonstances particulières affectant l'environnement des banques. Outre le contexte macroéconomique instable (chute du taux de croissance, faible revenu par tête et taux d'inflation élevés) dans les premières années de transition, les banques ont été également confrontées à l'inexistence d'une réglementation adéquate, au manque de capacités managériales, à la méfiance de la population ou encore à la présence d'actifs irrécupérables hérités de l'époque communiste. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1990 qu'ont été introduites des règles visant à une meilleure gestion du risque, la réglementation du capital ainsi que la classification des actifs.

Afin de créer un système bancaire compétitif, l'entrée de nouvelles banques privées, domestiques et étrangères a été autorisée dans la plupart des pays, mais avec une expansion trop rapide qui a entraîné accumulation de créances douteuses, faillites voire crises financières [6].

LA DOMINATION DES BANQUES ÉTRANGÈRES

Achevée en 2003 dans la plupart des pays, la privatisation, dernière étape de la restructuration du système bancaire, a été particulièrement importante en Estonie (87 %), en Roumanie (84 %) ou en Pologne (84 %). La présence étrangère est plus faible en Russie (8 %) et Ukraine (23 %) [7]. Globalement, l'exposition des banques occidentales en Europe de l'Est s'élevait à environ 1,3 trillion d'euros au premier trimestre 2008 [8], mais

[6] Estonie (1992), Bulgarie (1993-1994; 1996-1997), Russie (1994; 1998), Lettonie (1995), Lituanie (1995), Kirghizistan (1996; 1998), République tchèque (1996-1997), Albanie (1997), Slovaquie (1998), Ukraine (1998), la plupart des CEI (1998-1999).

[7] Les valeurs représentent la part des banques étrangères dans le nombre total de banques. Calculs des auteurs à partir des données de la BERD.

[8] Selon la Banque des Règlements Internationaux.

elle n'est pas uniforme. Six pays détiennent environ 84 % du total des créances des banques ouest-européennes en Europe de l'Est : l'Autriche, l'Italie, l'Allemagne, la France, la Belgique et la Suède. Les banques françaises (via la Société Générale, le Crédit Agricole et BNP Paribas) se sont implantées dans la région relativement tard, au cours des années 1990, et occupent une place importante, même si elle est généralement moindre que les banques autrichiennes, allemandes ou italiennes. L'exposition des banques françaises dans la région s'élevait à environ 150 milliards d'euro en septembre 2008 [9], avec une présence significative en Russie, République tchèque et Roumanie.

L'OUVERTURE DU SYSTÈME BANCAIRE, FACTEUR DE STABILISATION

Dans certains pays (pays baltes, Ukraine), l'accès au crédit avait fait l'objet, avant la crise, d'un emballement, voire d'une bulle du crédit. Moins onéreux, l'accès à des financements internationaux a parfois conduit (pays baltes, Ukraine, Russie) à une couverture locale des prêts par les dépôts inférieure à 60 %. Le relâchement des conditions d'octroi des prêts a contribué à l'augmentation des risques de défaut, fragilisant d'autant les institutions financières. Mais de meilleures conditions de financement, un plus large accès au crédit ont également soutenu la croissance, permettant le financement de la consommation et des projets immobiliers des ménages, et les projets d'investissement des entreprises. Néanmoins, ils ont aussi augmenté leur endettement et alimenté les tensions inflationnistes.

Toutes les banques étrangères n'ont pas uniformément participé à cette explosion du crédit. Avec un modèle de banque universelle équilibré du

[9] Selon Fitch (2009).

« La crise s'est principalement propagée dans les pays d'Europe Centrale et Orientale via leur ouverture financière, via les liens tissés avec les banques européennes occidentales, ainsi que via leur importante ouverture commerciale. »

point de vue ratio crédits/dépôts [10], les banques françaises ont mené une politique moins agressive que les banques autrichiennes notamment, qui ont libellé beaucoup plus de crédits en devises.

Grâce aux banques étrangères, les banques domestiques ont été recapitalisées et transformées en banques plus efficaces et rentables, dotées de méthodes modernes de gestion du risque. Leur accès aux marchés financiers internationaux a permis de développer quantitativement, mais aussi, qualitativement, l'offre de crédit, et a rendu cette offre moins sensible aux chocs locaux. En l'absence de cette ouverture, les conditions de financement n'auraient pas permis le développement économique de ces dernières années.

DES BANQUES FRANÇAISES PRÊTES À MAINTENIR LEURS ENGAGEMENTS

Malgré la crise et comme leurs consœurs européennes présentes dans la région [11], les banques françaises sont prêtes à maintenir leurs engagements. Elles n'ont pas procédé à de vastes rapatriements de fonds des filiales vers les maisons mères, comme ceci a pu être le cas des banques italiennes ou autrichiennes qui ont emprunté des fonds auprès des banques centrales des pays des filiales pour alimenter les maisons mères. En outre, des organisations financière internationale comme le FMI, la BERD et la BEI ont pris des initiatives pour soutenir l'activité de prêt des banques étrangères dans la région. L'objectif est de leur permettre de poursuivre leurs engagements et d'aider à la relance des économies est-européennes. ■

[10] Par exemple, pour la Société Générale, le ratio crédits/dépôts est de 105 % pour toute la région de l'Europe de l'Est.

[11] Communiqué de presse n° 9/304 du FMI du 14 septembre 2009 (www.imf.org/external/np/sec/pr/2009/prog304.htm)